PÔLE FONCTIONS AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET CADRE DE VIE

DIRECTION
DES SERVICES TECHNIQUES

Service Environnement et Espaces extérieurs





Réf.: ST/HA/LL N°091.24

Catégorie: Réglementation temporaire de circulation et de stationnement

ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT modification de branchement aéro-souterrain - 12 rue du 8 mai 1945

Le Maire de la Ville d'Achères,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales article L.2213-2,

VU le Code de la Route en vigueur et notamment ses articles R.411 sur les pouvoirs de police de circulation,

R.417 sur les arrêts et stationnements et R.325 sur les immobilisations et mises en fourrière,

VU la permission de voirie N° P-2024-ACH-0928-délivrée par la GPSEO

VU l'arrêté du Maire du 04 juillet 2020, portant délégation à Monsieur Daniel GIRAUD, Maire Adjoint, chargé de l'Entretien du Patrimoine, des Travaux, de la Voirie et de la Propreté.

VU le règlement de voirie.

VU la demande du 11 avril 2024, de la société SERPOLLET VALENTON, TSA 70011 chez SOGELINK, 69134 Dardilly cédex, pour le compte de la société ENEDIS, 1 rue Thomas Edison, 78280 Guyancourt, afin de procéder à la modification de branchement de réseau électrique aéro-souterrain sis 12 rue du 8 mai 1945 à Achères.

CONSIDÉRANT qu'il y est nécessaire de prendre des mesures de sécurité.

ARRETE

<u>Article 1</u>: Du 06 mai 2024 au 08 juin 2024 du lundi au vendredi de 8h à 18h, hors jours fériés, le demandeur est autorisé à procéder à la modification de branchement de réseau électrique aéro-souterrain sis 12 rue du 8 mai 1945 à Achères. (voir photo ci-dessous).



Article 2 : Sur le même tronçon et pour la même période que cité à l'article 1, la vitesse sera limitée à 30km/h. La circulation sera restreinte dans les deux sens, un basculement de chaussée sera mis en place par la société permettant la circulation alternée en toute sécurité. Une déviation des piétons au droit des travaux permettant une circulation en toute sécurité et afin d'éviter les accidents sera mise en place.

Article 3 : Sur le même tronçon et pour la même période que cités à l'article 1, le stationnement sera considéré comme gênant et interdit dans la zone de travaux. Il pourra être procédé à l'enlèvement et à la mise en fourrière des véhicules dans les conditions définies par le Code de la Route en vigueur.

Article 4: La signalisation et le balisage du chantier (les fiches avec "rubalise" sont interdites), protection des travaux ainsi que la signalisation nécessaire au cheminement des piétons et des véhicules, seront exécutés par la société qui prendra toutes les dispositions pour la pose des dits panneaux, conformément au Code de la Route en vigueur et conduira les travaux avec toute la célérité, afin de respecter la date limite de réglementation tout en respectant les dispositions réglementaires, permettant le cheminement des piétons et des différentes catégories de personnes en situation de handicap.

Article 5 : Pour la même période que citée à l'article 1, et en cas d'infaisabilité technique ou climatique, la société devra obligatoirement réfectionner provisoirement, la chaussée, le parking, ou le trottoir, et ce conformément au règlement de voirie en vigueur.

La réfection définitive devra, alors, être effectuée sous un délai d'un mois maximum, après la réfection provisoire. Une fois la réfection définitive exécutée, toute signalisation horizontale, effacée, devra obligatoirement être re-marquée.

Article 6 : En cas d'imprévus et avant de réaliser des travaux qui nécessitent des restrictions de circulation et de stationnement complémentaires, les Services Techniques de la Ville devront être consultés.

Article 7 : Le présent arrêté devra être affiché au droit des travaux et les riverains devront être informés, au minimum 48h avant tout démarrage du chantier.

Article 8 : Le non-respect d'une des clauses des articles du présent arrêté entraînera la suspension immédiate des travaux.

<u>Article 9</u>: Les services de police devront prendre toutes les mesures nécessaires quant à la bonne exécution de cet arrêté.

<u>Article 10</u>: La direction générale des services, la police municipale, la direction des services techniques de la ville d'Achères ainsi que le commissariat de police de Conflans-Sainte-Honorine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet arrêté bénéficie d'un délai de recours de **deux mois** et tout litige pourra être porté auprès du "Tribunal Administratif de Versailles".

Fait à Achères, le 18/04/2024

Le Maire Adjoint chargé l'Entretien du Patrimoine, des Travaux, de la Voirie et de la Propreté

Daniel GIRAUD

Transmis à :
Commissariat de Police
Police Municipale
Centre Technique Municipal
Service Juridique
SDIS d'ACHÈRES
CU GPSEO
VEOLIA
ENEDIS